

*Dal sito del PCF riproponiamo questo articolo in merito agli esiti dei colloqui di Bruxelles (N.d.R.)*

Alors que le Parlement européen tablait sur un plan à 2.000 milliards d'euros pour répondre à la gravité de la situation et aux urgences sociales et écologiques, le plan adopté ce lundi s'élèvera à seulement 750 Mds d'euros. En outre, plutôt que de mobiliser la BCE, il va soumettre plus encore les Etats aux exigences des marchés financiers et donc à des politiques d'austérité mortifères.

L'octroi des aides, sous forme de prêts et de subventions, sera ainsi conditionné à des « réformes structurelles » dans chaque pays, synonymes de baisses des dépenses publiques utiles. De plus, le remboursement des prêts est envisagé par la levée d'un impôt européen, renforçant le fédéralisme européen au détriment de la souveraineté des Etats.

Le plan de relance est donc sous-dimensionné et sur-conditionné. Il porte un caractère anti-démocratique en renforçant le poids de la commission européenne notamment en matière fiscale. Il permet en plus à plusieurs pays de pouvoir baisser leur contribution au budget européen qui risque de rester à 1027 Mds d'euros alors que l'objectif était de le porter à 1300 Mds.

Le PCF propose des mesures concrètes pour changer de logique en Europe :

- La réorientation des efforts de création monétaire de la BCE, non pas pour aider encore davantage les plus aisés et les grands groupes, mais pour financer les services publics et la transition écologique, protéger les activités et les petites et moyennes entreprises et maintenir les revenus des travailleurs grâce à la constitution d'un fonds européen d'urgence économique, sociale et écologique. La BCE doit être mise sous contrôle démocratique.

- L'abolition définitive du pacte de stabilité et de croissance et du pacte budgétaire ;

- L'annulation de la dette publique des Etats ; aucune aide européenne ne peut être conditionnée ni à un contrôle budgétaire, ni à un endettement accru des états.

- La lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux dans l'UE et en dehors de l'UE. A elle seule, elle représenterait une somme bien supérieure au fonds de relance discuté aujourd'hui. Une conférence européenne de la dette et de l'évasion fiscale, en associant les forces sociales et citoyennes, est aujourd'hui nécessaire. Les leçons de rigueur budgétaire données par les Pays-Bas sont totalement déplacées venant d'un pays qui pratique l'optimisation fiscale pour des multinationales.

Plus structurellement, alors que les traités européens ont démontré leur caducité, ces propositions doivent ouvrir le chemin vers un pacte social et démocratique pour des peuples et des nations libres, souveraines et associées, auquel aspirent les citoyens européens.